

PARIS.
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Projet de décret sur les finances. — Nouvelles nominations. — Election du général de la garde nationale. — Grande réjouissance à Milan. — Triomphe des détenus politiques allemands. — Résultat des nouvelles élections au Havre. — Découverte importante d'un complot contre la République. — Vingt-six familles victimes d'un incendie. — Condamnation des accusés coupables de pillages à Lyon. — Programme du banquet des 100,000. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

Paris, 6 Juin.

Le Pouvoir exécutif en pleine dissolution.

La Commission exécutive et le ministère sont en pleine dissolution. La Commission exécutive spécialement est frappée au cœur par le résultat de la séance de samedi dernier. Elle n'y pourra pas survivre. Le ministère n'est pas dans une position meilleure; celle du ministre de la justice n'est plus tenable. Pris en flagrant délit de mensonge, accusé en face par deux membres éminents du ministère public, les sceaux ne peuvent plus rester dans une main flétrie. Il faut qu'il donne sa démission, non-seulement de ministre, mais de représentant; et il trouvera difficilement un corps électoral qui le renvoie à l'Assemblée nationale.

De tous les ministres, M. Flocon seul a tenu une conduite ferme et loyale. Ne s'étant point associé à l'approbation donnée par la Commission exécutive à la demande en poursuites, il n'a voulu ni pu s'associer au vote qui l'approuvait. A la première épreuve, il s'est levé seul contre le rapport de la Commission. Il a persisté jusqu'au bout dans sa résolution, et il a bien fait.

Mais quelle excuse peuvent donner de leur conduite les cinq membres de la Commission exécutive qui, après avoir approuvé la demande de poursuites, après l'avoir autorisée, car c'était l'autoriser que de laisser la justice suivre son cours, et de refuser la démission de MM. Portalis et Landrin, se sont donné à eux-mêmes, dans le vote définitif, un éclatant démenti?

La situation est critique; il faut que l'Assemblée nationale avise. Déjà elle a fait connaître d'une manière non équivoque son opinion sur ce grave incident dans la nomination des vice-présidents et secrétaires.

En appelant M. Portalis à la vice-présidence, en nommant M. Landrin secrétaire, en réélisant M. Lacrosse, elle a nettement manifesté sa pensée; il n'est pas possible à la Commission exécutive et au ministère de s'y méprendre. S'ils ne remettent pas leurs pouvoirs à l'Assemblée, ces pouvoirs seront dans leurs mains frappés de stérilité et d'impuissance, et cependant jamais un gouvernement homogène et fort ne fut plus nécessaire.

BENJAMIN LAROCHE.

La commission des récompenses nationales.

Le maire de Paris a institué sous ce titre une commission de neuf membres, à laquelle ont été adjoints trois comités ayant pour objet de s'occuper des récompenses nationales à accorder aux citoyens des trois catégories suivantes:

- 1° Les condamnés politiques de 1815 à 1850;
- 2° Les condamnés politiques de 1850 à 1848;
- 3° Les blessés de Février 1848.

Nous ne dirons rien des deux dernières de ces catégories; elles ont leur raison d'être et puisent leur mission dans la révolution qui vient de s'accomplir.

Il n'en est pas de même de la première; elle se réfère à une classe de citoyens dont les droits sont établis et proclamés depuis dix-huit ans, formulés et inscrits dans une loi que le maire de Paris doit respecter et que l'Assemblée nationale seule peut modifier.

C'est la loi du budget, et depuis dix-huit ans, chaque année, il a été inscrit au budget du ministère de l'intérieur, une somme déterminée affectée à l'allocation de traitements annuels aux condamnés politiques sous la restauration.

Nous voulons croire, qu'en ce qui concerne cette catégorie de

citoyens, la commission instituée par le maire de Paris, n'est chargée que d'un travail préparatoire, ayant pour objet de réunir les éléments d'un projet de décret qui doit être ultérieurement soumis à l'Assemblée nationale.

Cependant nous nous expliquons difficilement la création d'une commission de cette nature par le maire de Paris.

Nous pensions que son autorité ne franchissait pas les limites des affaires municipales; nous eussions donc compris, avant la réunion de l'Assemblée nationale, la création, par le maire de Paris, d'une commission ayant pour objet exclusif, la troisième catégorie, les blessés de février. C'était là une question urgente, et dont l'autorité municipale pouvait être saisie.

Mais la création d'une commission ayant pour objet de s'occuper des récompenses nationales accordées ou à accorder, pour des faits accomplis de 1815 à 1848, ne nous paraît nullement une attribution municipale; cette matière est du domaine de la loi, et conséquemment du pouvoir qui fait la loi. A l'Assemblée nationale seule appartient le droit de modifier les lois existantes en ce qui concerne les condamnés politiques sous la Restauration, ou d'en promulguer de nouvelles en ce qui regarde les condamnés politiques de 1850 à 1848. Toute autre marche que celle-là serait une usurpation flagrante de la puissance législative, et par cela même serait frappée de nullité.

Le rapport de la commission des récompenses nationales est du 22 mai; les pouvoirs qui l'instituent sont des 2 et 5 mai, à savoir: le décret du Gouvernement provisoire du 2, l'arrêté du maire de Paris du 5.

Le décret du Gouvernement provisoire n'a entendu trancher aucune des questions qui sont du domaine exclusif de la loi; il en est de même de l'arrêté du maire de Paris. Ce n'est qu'en leur donnant une extension abusive qu'on est arrivé à la formation d'une commission embrassant dans le cercle de ses investigations es trente-cinq dernières années.

Nous n'attachons donc aucune importance aux actes de cette commission; nous ne comprenons même pas qu'on ait donné à ses travaux une publicité officielle; en tous cas, ces travaux ne sont, à nos yeux, que de simples renseignements, et nous refusons à ses décisions toute autorité légale, tant qu'elles n'auront pas été discutées par l'Assemblée nationale, et par elle transformées en loi. Quand viendra le moment de cette discussion, nous dirons sur les vues de la commission notre pensée tout entière. Aujourd'hui tout débat sur ce point serait prématuré.

La monarchie avait institué une fête expiatoire... La République aussi aura ses fêtes expiatoires; elle réunira ses enfants aux différents jours qui sont devenus une date sanglante. Elle aussi aura des fleurs pour les victimes, des larmes pour ses martyrs, des paroles de reconnaissance et de consolation pour leurs familles.

Cette dette sacrée, la République française l'a acquittée hier au milieu d'un concours immense, dans l'église Saint-Méry, où le vénérable curé de cette paroisse a célébré un service funèbre pour les victimes du 6 juin 1853. La prière du prêtre se mêle aujourd'hui au cri de toutes nos douleurs patriotiques. Les blessés de février, ces nobles continuateurs des héros de 1832, s'étaient rendus avec empressement à ce pieux et touchant rendez-vous.

Après le service funèbre, on s'est rendu au Père-Lachaise: plusieurs discours ont été prononcés sur la tombe des martyrs au milieu de l'attendrissement général.

La France républicaine s'associe à ce deuil. Elle sait que rien n'est plus sacré pour elle que le culte des souvenirs de patriotisme et de dévouement.

M. Crémieux a envoyé ce soir à la Commission du pouvoir exécutif sa démission de ministre de la justice.

La lettre suivante a été adressée à M. Lamennais, président de la commission des dons et offrandes à la patrie:

« Citoyen président,

« Breton comme vous, j'ai entendu votre appel, et la bourse

modeste de l'homme d'études s'est ouverte de nouveau pour la patrie, comme celle d'un fils pour sa mère. Quelques monnaies antiques d'or et d'argent, exhumées de notre sol, me restaient encore, destinées à des recherches archéologiques. Je me suis séparé sans regret de ces témoignages historiques d'un passé qui doit servir d'enseignement à l'avenir. Cet or, qui a si longtemps contribué à l'oppression du peuple, ne doit-il pas être aujourd'hui consacré à son bien-être?

« Votre dévoué concitoyen, DECEST DE VILLENEUVE. »
Le don du signataire consiste en 2 pièces d'or et 5 d'argent.

M. Léon Hocdé, qui a rempli dans l'Ariège les fonctions de commissaire général, est nommé préfet de ce département.

M. Recquié, ex-commissaire dans la Lozère, est nommé préfet de l'Hérault.

On assure que M. Desmarets, avocat, ancien chef du cabinet de M. Crémieux, est nommé procureur de la République, en remplacement de M. Landrin.

M. le docteur Barman, chargé d'affaires de la Confédération suisse à Paris, a remis ses lettres de créance à M. le ministre des affaires étrangères.

Les Cumulards.

FLORENS.

Professeur au Muséum d'histoire naturelle (le cours dure de quatre à cinq mois).	5,000 fr.
Logement au Muséum.	1,000
Secrétaire perpétuel à l'Institut (académie des sciences).	6,000
Membre de l'Académie française.	1,800
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> (payé par l'Etat).	1,500

Quatre places.	Total des traitements.	15,500 fr.
----------------	------------------------	------------

DUMÉNIL.

Professeur au Muséum d'histoire naturelle (le cours dure de quatre à cinq mois).	5,000 fr.
Logement ou indemnité de logement au Muséum.	1,000
Professeur à l'Ecole de médecine (fait très-rarement ce cours).	10,000
Membre de l'Institut.	1,800
Membre de l'Académie de médecine.	500

Quatre places (deux pour la même science). Total.	18,500 fr.
---	------------

La commission de comptabilité s'est occupée des dépenses intérieures de l'Assemblée et du traitement du président et des questeurs. On sait que, dans l'ancienne chambre, les appointements du président, réglés à 80,000 fr. par an, étaient alloués au président personnellement, et non à la présidence. La commission a décidé qu'ils seraient alloués à la présidence et fixés mensuellement à 4,000 fr.

On lit dans la *Réforme* la lettre suivante:

« Citoyen rédacteur,

« Permettez-moi de réclamer, non contre votre polémique, assurément très-légitime et aujourd'hui très-modérée à raison de ma démission, mais contre les motifs que vous lui supposez. Ce n'est pas, je vous le jure, par suite du refus qu'a fait l'Assemblée nationale d'autoriser les poursuites et de faire droit sur mon réquisitoire, que je me retire, à Dieu ne plaise! Jamais je ne me suis cru infailible, jamais je n'ai eu l'outrecuidance de vouloir imposer mon opinion. Je respecte la représentation nationale dans tous ses actes, et je m'incline sans arrière-pensée devant la souveraineté du peuple. Mais vous ne pouvez pas ignorer que je n'avais pas engagé témérairement l'administration supérieure, et que c'était avec sa pleine et entière adhésion que j'avais fait une

démarche grave et pénible. Dès lors j'ai dû me retirer après un désaveu aussi public qu'imprévu. Mais ne croyez pas, je vous en prie, que l'air du parquet soit perfide à ce point qu'il change tout de suite les cœurs; et que moi, l'un des premiers fondateurs de votre journal, moi qui me suis toujours cru aussi bon républicain qu'ennemi de toute espèce de réaction, j'ai cédé, soit dans le dépôt de mon réquisitoire, soit dans l'envoi de ma démission, à aucune préoccupation autre que celle d'accomplir un devoir. Je ne reviens pas sur la décision de l'Assemblée, je l'accepte au contraire comme un arrêt irrévocable; mais soyez juste aussi envers d'anciens magistrats qui ne veulent et ne désirent que le bien et la perpétuité de la République.

« Salut cordial et fraternité.

« AUG. PORTALIS,

« Représentant du peuple. »

Paris, 5 juin 1848.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — L'Italia del Popolo de Milan, du 50 mai, raconte ainsi la scène populaire du 29. Le président du gouvernement provisoire paraît enfin sur le balcon du palais où le peuple réclamait sa présence. Il n'a pas son écharpe tricolore; il est très-pâle. Urbino est à ses côtés et il tient un papier à la main. On fait mille gestes pour indiquer au peuple que l'on réclame le silence.

Urbino. — Le gouvernement provisoire donne sa démission en masse.

Voix nombreuses sur la place. — Non! non! — Si! si!

Le président Casati fait un signe négatif; il arrache le papier des mains d'Urbino, le déchire en mille morceaux qu'il jette dédaigneusement aux vents. Aussitôt la foule se lève et s'écrie: Que le gouvernement provisoire reste et qu'il nous donne des garanties. A bas le perturbateur (Urbino)! vive Casati!

Le président. — Mes concitoyens, si vous ne m'avez pas vu plus tôt, c'est que je suis malade. Je vous dirai deux mots seulement; la voix me manque pour en dire plus. Soyez certains que le gouvernement provisoire ne vous abandonne ni ne vous abandonnera jamais. (Applaudissements.)

Un citoyen passe au président l'écharpe tricolore et lui baise les mains.

Le président. — Le décret de ce matin...

Une voix. — Est une insolence!

Le président. — Le décret de ce matin a la valeur d'une déclaration absolue et d'une loi, parce que la volonté du peuple fait loi. (Applaudissements.) Ce décret sera la base incontestable et inaltérable de votre liberté, qui sera maintenue.

Un homme, sur le balcon du palais. — Vous parlez de garanties; mais le décret publié aujourd'hui établit une liberté dérisoire pour nous. (Sur la place, mille voix s'écrient: (Non! non! Vive Casati! vive le gouvernement provisoire!))

(Le président se retire, et bientôt le palais est évacué par la foule.)

Le soir, la garde nationale a défilé sous les balcons du palais, criant: Vive le gouvernement provisoire!

Le président Casati a pris la parole en ces termes: Chers concitoyens, en vous je reconnais véritablement le peuple de Milan; en vous je vois ma patrie que j'aimai tant et que j'aimerai toujours. Chargé depuis dix ans de protéger vos droits, j'ai toujours cherché à combattre les usurpations de l'Autrichien. (Vive Casati!) Aujourd'hui, nous avons besoin de compter sur vous; c'est à vous de défendre les droits de la patrie. (Applaudissements.) La garde nationale, créée dans des moments difficiles pour la protection de l'ordre, sera toujours maintenue pour cette protection. Permettez-moi maintenant d'assister silencieux à cette démonstration; mes forces me trahissent, mon cœur suffit à peine à tant d'émotions. (Applaudissements. — Vive Casati!) Chers concitoyens, merci pour moi, merci pour la patrie, dont le sort est assuré, puisque vous avez foi dans le gouvernement.

Une voix. — Malheur à qui oserait toucher au gouvernement!

Plusieurs voix. — Mort aux perturbateurs!

Le président. — Chers amis, nous serons forts, surtout lorsque nous ferons exécuter les commandements de la religion, de la justice et de la liberté véritable. Grâces vous soient rendues, et nous demandons pour vous mille bénédictions au nom de Pie IX, de notre archevêque et de nos droits! Vivent les conservateurs de la liberté et de la justice!

L'archevêque a béni le peuple. La ville entière a été illuminée.

AUTRICHE. VIENNE, 50 mai. — L'archiduc Jean est attendu ici. L'affluence est moins grande à la banque pour échanger les billets contre des espèces, 150 Croates ont passé ici, se rendant au congrès de Prague. Beaucoup de Polonais s'y rendent également. Les fonds publics haussent à la bourse. Le discours pro-

noncé par M. Lamartine sur les affaires d'Italie a contribué à cette amélioration.

(Gazette de Cologne.)

La Gazette de Vienne, du 51 mai, contient dans sa partie officielle la notification suivante: Plusieurs dispositions du Code pénal en vigueur n'étant plus en harmonie avec les mœurs et le degré de civilisation des peuples de l'empire d'Autriche, ni avec les institutions d'un Etat constitutionnel, S. M. a, sur la proposition du ministre de la justice, et d'accord avec le conseil des ministres, opéré dès à présent, et en attendant la promulgation d'un nouveau Code pénal, plusieurs changements et tempéraments. En conséquence, les châtimens corporels, considérés comme peine disciplinaire et principale, sont supprimés ainsi que l'exposition et la flétrissure. La visite domiciliaire ne pourra avoir lieu que comme mesuré de police. L'arrestation préventive aura lieu plus rarement, et d'autres changements plus importants ne peuvent être opérés que par le pouvoir législatif constitutionnel.

— Le républicain Hoefner, rédacteur de la Constitution, et son collègue Tumoza sont sortis de prison. On les a promenés en triomphe autour de l'Université.

BOHÈME. — PRAGUE, 28 mai. — La Bohême semble tomber sous le joug du parti ultratschek, qui veut écraser la liberté et les droits de nationalité sous le bâton. Les citoyens bien pensants qui, dans cette tempête, cherchent à maintenir la tranquillité et l'ordre en tâchant de concilier les intérêts divers de notre population, ont réuni hier dans une séance les Allemands et les Tschekes (Bohémes) dans la grande salle de l'hôtel des Trois-Tilleuls.

A peine la délibération avait-elle commencé, qu'une bande effrénée, sous les ordres d'un nommé Arnold, pénétra avec violence dans la salle, en criant: « Enfin nous vous trouvons réunis, chiens allemands! » Les assaillants menacèrent de disperser l'Assemblée, composée de 200 personnes. Mais ils échouèrent dans cette tentative. Les membres délibérants tirèrent leurs sabres, et la bande sauvage crut prudent de se retirer.

On craint l'ouverture du congrès slave. Les ouvriers sont sans travail; leurs meneurs sont corrompus et payés par les nombreux émissaires qui affluent ici et mettent tout en œuvre pour amener des troubles. On s'attend à un mouvement pour la semaine prochaine.

(Gazette d'Augsbourg.)

ROME. — Des correspondances de Rome du 27 mai, annoncent que Gioberti est fêté par tout le monde. Le Saint-Père n'a pas voulu qu'il lui baisât les pieds; il lui a tendu la main et il l'a fait asseoir auprès de lui, Gioberti, dans plus d'une conversation, a insisté sur la nécessité de ne pas confondre le pontife avec le prince. Malheur à moi, disait-il, si j'avais condamné Pie pour quelqu'un de ses actes ou quelqu'une de ses paroles, qui ne me paraissent pas en harmonie avec son sacerdoce. Aujourd'hui, que je connais son grand cœur, j'en ressentirais un remords profond. Cicceracchio et Gioberti ont eu une touchante entrevue, et ils se sont embrassés cordialement.

HONGRIE. PESTH, 20 mai. — La diète se réunira le 9 juillet prochain.

(Moniteur prussien.)

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Le Havre, 5 juin. — Le dépouillement du scrutin a commencé ce matin au Havre, et s'est terminé à 2 heures. Le nombre des électeurs inscrits était de 7,728; 2,984 seulement ont pris part au vote. Voici, en résumé, dans quelles proportions les suffrages se sont répartis. Un grand nombre de voix ont été perdues:

MM. Expert.....	1,958
Thiers.....	1,746
Loyer neveu.....	1,479
Desseaux.....	1,107
Dupin (Ch.).....	800
Girardin (Emile).....	657
Karr (Alph.).....	218

A Ingouville, le nombre des électeurs inscrits pour Ingouville, Sanvic et Sainte-Adresse était de 3,883; 1,022 électeurs seulement ont voté. Voici le résultat du scrutin:

MM. Thiers.....	628
Expert.....	606
Loyer.....	585
Desseaux.....	552
Dupin.....	281
Girardin.....	229
Karr.....	112

Au moment où nous mettons sous presse, l'opération du dépouillement n'est pas encore terminée à Granville.

(Journal du Havre.)

VALENCIENNES, 5 juin. — On vient de faire, aux environs de Maubeuge, une découverte importante qui pourrait bien se rat-

tacher à quelque complot tramé contre la République.

Avant-hier, 5 juin, la douane de Maubeuge, prévenue qu'une fabrication clandestine d'armes avait lieu dans l'établissement de MM. Pecqueriaux et compagnie de Louvroy, s'est transportée à l'improviste chez ces citoyens, et y a saisi une assez grande quantité de poignards entièrement achevés, et déjà disposés pour être envoyés à leur destination.

Des lettres adressées aux destinataires ont également été saisies, et faciliteront beaucoup les recherches de la justice. Ces lettres font, dit-on, pressentir que ces armes, dirigées sur Paris, devaient servir à une seconde édition de l'échauffourée du 15 mai.

Les poignards sont moins longs et moins larges que ceux de l'infanterie. A la place de la poignée en cuivre de ces derniers, se trouve une pointe destinée probablement à être encastrée dans un bâton ou dans un manche de bois.

La fabrication en était, dit-on, faite exclusivement par les frères Pecqueriaux eux-mêmes, et par un petit nombre d'ouvriers discrets et dévoués.

La nouvelle de cette découverte, promptement répandue dans Maubeuge, y a causé une indignation générale. La pensée que les frères Pecqueriaux avaient sciemment trempé dans la préparation d'une nouvelle tentative contre l'Assemblée nationale avait surtout exaspéré les gardes nationaux contre ces industriels. Nous espérons cependant qu'ils pourront donner à la justice des explications satisfaisantes.

(Courrier du Nord.)

— On lit dans le Journal de la Côte-d'Or, du 3 juin:

« Un incendie considérable a éclaté à Serre-les-Mouillères, canton de Gendrey, arrondissement de Dole, le 28 mai, à une heure après-midi. Vingt-deux maisons ont été réduites en cendres avec le mobilier qu'elles contenaient. Vingt-six familles, victimes de cet incendie, sont maintenant sans asile et dénuées de tout. Une femme a été étouffée par les flammes, une autre est morte des suites de ses brûlures; plusieurs personnes ont été grièvement blessées. Un grand nombre d'animaux sont restés dans le feu. On évalue la perte à plus de 60,000 fr.

Rhône (Lyon). La Cour d'assises a terminé, dans son audience du 1^{er} juin, l'affaire de pillage, de dévastation et d'incendie commis au pénitencier d'Oullins.

En présence des aveux des accusés, les débats ne pouvaient se prolonger longtemps. Après le réquisitoire de M. Loyson, avocat général, les plaidoiries des avocats et un résumé très-net de M. le président, le jury est entré dans la salle de ses délibérations. Il y est resté pendant plus de deux heures, et en est sorti avec un verdict d'acquiescement à l'égard des accusés Marie, Cabaton et Drevet.

Les autres accusés ont été reconnus coupables, mais avec des circonstances atténuantes, et ils ont été en conséquence condamnés, savoir: Chaboud à quatre années d'emprisonnement, et tous les autres à deux années de la même peine.

Un recours en grâce a été signé immédiatement par MM. les jurés.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

Il y a quelques jours, on disait que des indices graves s'élevaient contre un de nos collègues. Il est certain qu'à raison même de sa position, notre collègue devait espérer de trouver une sorte de protection.

Le juge d'instruction n'avait fait savoir que l'on ne pouvait plus entendre M. Louis Blanc autrement que comme témoin; on n'a remis la procédure. Après en avoir délibéré avec la Commission exécutive, nous avons pensé qu'il ne devait figurer que comme témoin. M. le procureur général n'apporta alors le réquisitoire qu'il avait préparé, et dit: que si sa proposition n'était pas acceptée, il donnerait sa démission. La Commission exécutive décida alors quelle ne devait pas entraver le cours de la justice.

Le réquisitoire nous a été apporté pendant que nous assistions à vos débats, et nous avons pensé que l'Assemblée ne pouvait pas voter sur l'inspiration d'une première impression, et nous avons demandé qu'on renvoyât à la commission cette proposition. Nous sommes arrivés à la séance de samedi avec ces dispositions. Aucun ministre n'est allé à la tribune. Au moment du vote, fallait-il s'abstenir? Je le devais peut-être. (Rire et bruit.) Mais il s'agissait de l'inviolabilité d'un de nos collègues. Une voix pouvait avoir son importance. (Bruit.) Je n'ai pas cru devoir sacrifier les devoirs de ministre à ceux de représentant. Ceux de mes collègues qui ont voté contre la proposition ont agi selon leur conscience, je n'en doute pas. (Bruit.) Mais remarquez-le, citoyens représentants, est-ce que mon opinion n'aurait pu être modifiée par les explications données dans cette séance... C'est une supposition, et dans ce cas, qu'y aurait-il d'étonnant que j'eusse repoussé alors ce qu'avant j'avais approuvé? (Bruits divers.)

M. PORTALIS. J'accepte de grand cœur le vote de samedi. Je me suis retiré, non contre le vote de l'Assemblée, mais contre une discussion que je ne pouvais prévoir. (Mouvement général.) Le citoyen ministre de la justice est bien le maître de dire que la dernière s'est faite pour lui entre deux épreuves. (On rit.) Mais il ne peut dire que c'est à son insu que le réquisitoire a été déposé.

Nous avons été appelés avec le citoyen Landrin devant la Commission

exécutive; le premier qui a proclamé l'opportunité du réquisitoire c'est le citoyen ministre de la justice. (Clameurs.)

Lorsque le 15 mai, après l'attentat, je vous demandai l'autorisation de poursuivre deux membres de cette assemblée, on me demanda pourquoi je n'en poursuivais pas d'autres encore. Si je les avais demandées, vous n'auriez accordé ces autorisations. (C'est vrai!) Je ne le fis pas parce que je ne le croyais plus nécessaire. Il n'y a plus de justice si son cours s'arrête aux portes de cette enceinte. Que le représentant sur lequel pèsent des soupçons puisse répondre non-seulement comme témoin, mais comme inculpé.

M. BLANC, de sa place. Il s'explique comme représentant.

M. PORTALIS. Oui, mais comme représentant inculpé. (On rit.) Quant à moi, ce n'est pas une justification que je présente; j'ai dit, j'ai soutenu que la justice devait avoir son cours; j'ai dit que si on n'était pas de mon avis, il fallait me remplacer. C'était mon devoir de poursuivre, ce devoir je l'ai rempli en homme de cœur. (Approbation.)

La commission nous a dit: Voyons, interrogez encore Louis Blanc comme témoin. Vous voyez bien que nous n'avons rien fait sans le Gouvernement.

Enfin, nous n'avons pu en rester là, et nous avons dit que dans nos consciences il y avait impossibilité que Louis Blanc pût jouer désormais un autre rôle que celui de prévenu, et que s'il en était autrement, nous aurions à prononcer notre démission.

Après quelques nouveaux renseignements, l'orateur prononce ces paroles qui produisent la plus profonde sensation. Le ministre de la justice nous a dit: Nous marchons avec vous. (Interruption. Exclamations.)

M. LANDRIN. Permettez-moi d'adhérer en peu de mots à ce que vient de dire M. le procureur général.

Investi de la confiance du Gouvernement, j'ai été chargé de poursuivre l'instruction commencée par suite de la fatale affaire du 15 mai. Cette instruction nous a donné la conviction qu'il y avait des doutes de culpabilité contre un représentant, et comme j'ai toujours cru que l'inviolabilité du représentant ne devait point arrêter le cours de la justice, je ne pouvais pas croire que la justice pouvait et devait s'arrêter à cette porte.

Le ministre public n'a pas cru qu'il devait marcher sans consulter le Gouvernement. Le dossier a été remis à M. le ministre de la justice; et nous lui avons dit: Portez-le à la Commission du pouvoir exécutif et dites-nous à qui nous avons affaire. Car, quant à nous, nous lui avons dit: Nous ne pouvons plus entendre M. Louis Blanc comme témoin, mais comme prévenu.

J'atteste que ces paroles ont été dites non pas après la délibération de la commission, mais avant; et quand nous nous retirâmes, le ministre de la justice nous dit: Ainsi nous marchons d'accord, nous marchons ensemble! Et qui dans notre pensée aurait pu faire obstacle à cet accord? N'avions-nous pas trouvé la seule voie qui pût amener Louis Blanc à donner des explications sur les faits qui lui étaient imputés. (Bruit à gauche. Interruption. La voix de l'orateur se perd au milieu du bruit.) C'est ainsi que nous avions compris notre devoir, et nous n'aurons rien à retirer de nos paroles et rien à nier dans nos actions. (Sensation prolongée.)

M. CRÉMIEUX, ministre de la justice. Je dirai peu de chose. Je viens d'acquiescer la preuve qu'il faut se préserver des accusations précipitées. (Plus haut, plus haut.) C'est grave, messieurs. (Oui, oui, très-grave.) Que puis-je dire devant les témoignages que l'on vient d'apporter devant vous? Je répéterai ce que j'ai déjà dit: Je me suis fait présenter chaque jour un rapport sur les progrès de la procédure. Depuis mercredi je m'aperçus que tout tendait à amener Louis Blanc non comme témoin, mais comme inculpé. Après la lecture du dernier rapport, je rendis compte de mes impressions au Gouvernement.

Voici, lui dis-je, la situation telle qu'elle se présente. C'est une mesure judiciaire qu'on vous demande. Nous discutâmes si Louis Blanc serait entendu comme témoin ou comme inculpé. Je vins ici. Je demandai au procureur général s'il s'était entendu avec la Commission. En lisant ensuite la partie du rapport qui me fut remise ce jour-là, je remarquai un fait qui me frappa. Il était relatif, ce fait, à la sortie de Louis Blanc de cette enceinte, et j'y trouvai une contradiction entre ce fait et celui de Louis Blanc à l'hôtel de ville. (Bruit confus.) Je demandai à M. Portalis s'il tenait toujours à son réquisitoire. Je l'entends si bien, me répondit-il, que ma démission est au bout. La Commission exécutive demanda si l'on persistait dans le dépôt du réquisitoire. Je lui appris que la démission du procureur général suivrait le refus qui l'empêcherait. (Bruit. On n'entend pas! Parlez plus haut!) Vous savez ce qui se passa dans la commission.

Quant à ces mots: Nous marchons d'accord, deux magistrats affirmèrent que je les ai prononcés. Mais, citoyens représentants, comment les aurais-je dits avant de savoir la décision de la commission? (Bruit.) Mais si cette décision n'avait pas été conforme à la demande du procureur général et du procureur de la République, ils devaient donner leur démission, et j'aurais pu dire que nous marchions ensemble! La commission devait seule intervenir, et moi je ne suis intervenu qu'à la fin. (Interruption.)

Un dernier mot. Supposez que j'ai changé d'opinion dans l'intervalle de cette séance. (Bruit.) Que pouvais-je faire? Justement ce que j'ai fait, garder le silence le plus absolu dans la discussion, et voter comme représentant. (Rumeurs prolongées.) Maintenant, accusé par deux magistrats éminents, dont le témoignage a sans doute plus de poids que le mien. (Interruption. La voix de l'orateur se perd au milieu du bruit.) Mais nous croyons qu'il s'adresse à M. Portalis. Le procureur général me dit que si ce ne sont pas les paroles que je lui ai dites, c'en est du moins le sens. Nous allons marcher d'accord... (Rumeurs prolongées.) Remarquez-le, citoyens, je ne répète pas ces paroles pour leur chercher un autre sens. (C'est difficile.)

Je répète que j'ai pu les dire quand la commission n'avait pas encore prononcé. Marcher d'accord, marcher ensemble! Mais alors, je ne fais le réquisitoire personnel. Je l'adoptais. J'en faisais ma chose, et après cette déclaration, je n'aurais pas pris la parole pour le défendre, j'aurais voté contre! (Rumeurs.) Citoyens, le rôle qu'on veut me faire jouer

ici ne va ni à mon caractère ni à mes fonctions. (C'est vrai! c'est vrai!) Ou les citoyens Portalis et Landrin se trompent, ou j'ai menti. J'ai fait la chose la plus hideuse qui puisse salir la toge d'un ministre de la justice. Je ne puis rester sous le coup de semblables présomptions. (Rumeurs.)

Si un seul membre ici croit fermement que les citoyens procureurs de la République n'ont pu se tromper et n'ont pu employer des paroles d'un sens autre que celui qu'on prête à ce qu'ils ont dit, je ne suis plus ministre, je ne suis plus même représentant. (Exclamations, interruptions prolongées.)

M. Landrin paraît à la tribune.

A gauche. L'ordre du jour! l'ordre du jour! la clôture!

A droite. Parlez! parlez!

M. LE PRÉSIDENT. On demande la clôture. (Oui! non! non!)

M. LANDRIN. Je n'ai qu'un mot à dire. (Parlez! parlez!)

A gauche. La clôture! la clôture!

A droite. Non! non! Parlez! parlez! (Bruit confus.)

M. LE PRÉSIDENT. La chambre veut-elle entendre l'orateur? Voix nombreuses. Oui! oui!

M. LE PRÉSIDENT. M. Landrin a la parole.

M. LANDRIN. L'Assemblée comprendra qu'un fait ainsi combattu doit être trouble par une affirmation contre laquelle il n'y ait rien à dire. (Mouvement d'attention.) Je rétablis donc ce fait.

Après la discussion qui eut lieu au sein de la Commission exécutive, nous nous retirâmes pour laisser la commission délibérer; et je dois dire qu'elle a délibéré après avoir pris connaissance de toute la procédure. C'est alors qu'en nous en allant, M. le ministre de la justice nous dit: Ainsi, nous marchons d'accord. (Vive et longue agitation.)

M. CRÉMIEUX. Ce que vient de dire l'honorable M. Landrin ne fait que confirmer ce que j'ai dit moi-même. (Dénégations prolongées.) Puisque la Commission exécutive délibérât quand nous nous sommes en allés, il est constant que je ne pouvais dire que nous marchions d'accord. Je voulais dire que M. Portalis ne donnerait pas sa démission puisque sa responsabilité se trouverait garantie par la délibération de la Commission exécutive. (Bruits prolongés.)

M. JULES FAVRE. J'entends dire que c'est un scandale pour un représentant de monter à cette tribune pour s'y faire entendre. (Plusieurs voix. A l'ordre l'interrupteur! à l'ordre!)

A gauche. La clôture!

La clôture, mise aux voix, est rejetée.

M. JULES FAVRE. Il est enfin temps que le débat s'élève au-dessus de toute question personnelle. On a eu raison de le dire, ce qui s'est passé samedi a été pour tous un sujet de surprise et d'affliction. Et celui qui est en ce moment à cette tribune, et qui était encore, samedi dernier, attaché au cabinet, après l'attitude que le cabinet a prise dans la discussion, n'a pas cru pouvoir y rester attaché. (Très-bien! très-bien!)

Tout le monde a cru que la proposition qui avait été présentée ici avait été approuvée par la Commission exécutive, et cependant on a vu le cabinet tout entier, moins un ministre, voter contre cette proposition. N'y a-t-il pas quelque chose d'explicable à voir les membres du Gouvernement voter contre une proposition présentée sous l'égide de la Commission exécutive. Lors de la première épreuve, M. le ministre de la justice s'était à peine levé; mais, à la seconde épreuve, les autres membres du cabinet, à l'exception d'un seul, ont suivi son exemple. Il y a là une question grave que l'Assemblée a le droit d'éclaircir; car elle doit vouloir que la Commission exécutive soit forte et résolue. (Vive approbation.)

M. le procureur général a tenu dans cette affaire une conduite pleine de franchise et de noblesse; je suis certain qu'il obtient à cet égard l'approbation de toute l'Assemblée. (Oui! oui!)

Quant à la Commission exécutive, je rougis pour elle (rumeurs) de l'interprétation donnée par M. Crémieux à sa décision. Selon lui, la Commission exécutive attendait l'événement. Si elle a agi ainsi, elle a fait un acte de faiblesse.

Si de la question politique je passe à la question de personnes, je dirai que le bruit a couru que dans son bureau M. le ministre de la justice avait voté pour l'accusation. (M. Crémieux fait un signe négatif.)

Quant à moi je suis complètement resté dans la persuasion que la poursuite était autorisée par le Gouvernement; l'Assemblée elle-même l'a pensé également. Aujourd'hui j'en suis à me demander ce qu'elle voulait. (Bruits ironiques.) Si elle avait voulu empêcher les poursuites elle aurait accepté la démission de M. Portalis. Si elle a voulu la poursuite, comment se fait-il que les ministres aient voté contre la proposition. (Très-bien! très-bien!)

M. FLOCON, ministre de l'agriculture. Que s'est-il passé au sein de la Commission exécutive? Je n'en sais rien (on rit), ni les autres ministres non plus (on rit), excepté le M. ministre de la justice. Nous n'en avons rien su, pourquoi? parce que la question n'était pas politique. Tous les ministres, excepté celui de la justice, sont restés étrangers à la procédure commencée sur la journée du 15 mai. Je n'ai pas cru que la conduite de Louis Blanc pût être rééminée. Lors du premier vote, je ne me suis pas levé à demi (agitation), je me suis levé de toute ma hauteur. (Rire et bruit.)

M. Tassel demande qu'on laisse là les questions personnelles et surtout qu'on ne revienne pas sur les choses jugées.

M. PAGNERRE. J'affirme de la manière la plus formelle l'exactitude du procès-verbal dont M. Crémieux a donné connaissance. (L'ordre du jour!)

M. LE PRÉSIDENT. On me remet cet ordre du jour motivé: L'Assemblée nationale après avoir entendu les loyales explications des citoyens Portalis et Landrin passe à l'ordre du jour. (Appuyé, non! non! l'ordre du jour pur et simple.)

M. GARNIER-PAGÈS. Citoyens représentants, la commission a cru devoir s'abstenir, elle a pensé que la justice ne devait pas s'arrêter au seuil de cette enceinte, elle a dit: Laissez-la passer et que l'Assemblée prononce! (Aux voix!)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'ordre du jour pur et simple.

Cet ordre du jour est adopté.

Voici le résultat du scrutin pour la nomination du président.

Nombre de votants: 796

Le citoyen Sénart a obtenu 596 suffrages.

Les autres voix perdues.

L'Assemblée se retire dans ses bureaux pour la nomination des vice-présidents et des secrétaires; mais l'agitation qui règne dans la salle, à la suite de la discussion qui vient d'avoir lieu, règne longtemps encore dans les couloirs et dans les salles d'attente.

La séance est suspendue.

A six heures et demie la séance est reprise.

M. Recurt, ministre de l'intérieur, présente trois projets de décret: Le Premier relatif aux attributions municipales et départementales, le second relatif aux attroupements, et le troisième relatif à un crédit de 500,000 fr. applicables aux fonds spéciaux, c'est-à-dire aux fonds secrets.

M. le président proclame le résultat du scrutin pour nomination des vice-présidents:

Nombre des votants 689.

Majorité absolue 345.

M. Bethmont a obtenu 621 voix.

Marrast 590

Corbon 577

Cormenin 557

Portalis 428

Lacrosse 425

Les autres voix perdues.

En conséquence, MM. Bethmont, Marrast, Corbon, Cormenin, Portalis et Lacrosse, ayant obtenu la majorité, sont proclamés vice-présidents.

La séance est levée.

Séance du 6 Juin.

PRÉSIDENCE DE MM. BUCHEZ ET SÉNART.

A une heure un quart M. Buchez monte au fauteuil. La séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Buchez se lève et prononce le discours suivant:

Citoyens, avant de remettre le fauteuil à l'honorable successeur que vous m'avez donné, permettez-moi de vous entretenir un instant des travaux de l'Assemblée pendant le mois qui vient de s'écouler. Votre premier acte a été de proclamer la république. Par cette déclaration solennelle, vous avez déterminé d'une manière positive le but que vous vous proposiez, la fin que vous vouliez atteindre. Votre ligne a été dès ce moment définitivement fixée. Unanime dans la pensée du résultat, vous devez être unanimes dans la recherche du meilleur moyen pour la réaliser, et, j'ose le dire, vous l'avez été jusqu'à ce jour. Vous ne vous êtes encore divisés que sur des questions qui ne concernent ni le but que vous poursuivez, ni la République, ni vous-mêmes.

Ce que vous avez fait pour atteindre votre but est considérable, je puis l'affirmer, moi qui, comme président, assistais en quelque sorte à tous vos travaux.

En moins de jours qu'on n'y mettait autrefois de semaines, vous avez reconnu vos pouvoirs. Vous vous êtes constitués par un règlement. Vous vous êtes divisés en bureaux, en comités, en commission; et, là, vous avez poursuivi ce travail, qui, pour être caché au grand jour, n'en est pas moins le plus fécond et le plus considérable.

Parmi ces comités, deux ont été constitués d'une manière exceptionnelle. Ce sont ceux auxquels sont confiées les grandes questions à l'ordre du jour: la question de la constitution politique, et la question de la constitution du travail.

Pendant que vous procédiez à votre organisation intérieure, vous avez organisé le pouvoir intérimaire, et l'ordre est rentré dans la grande cité française.

Vous parlerais-je des décrets nombreux étudiés que vous avez rendus? Ce serait faire une histoire que tout le monde connaît. Je me bornerai à faire remarquer seulement quelles préoccupations ils signalent en vous. C'est le sort de la classe laborieuse que vous avez eu particulièrement en vue. Crédits ouverts pour des travaux, institution d'une enquête générale en France sur le travail agricole et industriel, institution de véritables conseils de prud'hommes, décret sur les ateliers nationaux. Tout atteste votre zèle d'hommes et de républicains pour tous ceux qui souffrent en France sous les conséquences du passé.

Ce n'est pas tout, vous avez fixé le but que la politique française devait poursuivre. Dans nos relations diplomatiques, l'union fraternelle avec l'Allemagne, avez-vous dit, indépendance de l'Italie, et rétablissement de la nationalité polonaise.

Ainsi, messieurs, nulle des grandes questions posées n'est restée en souffrance; vous avez donné à chacune d'elle les solutions que le temps vous permettait d'achever. Aussi, par votre présence et par vos actions, vous avez fait sentir partout qu'il y avait un pouvoir en France. Nos relations diplomatiques se sont rétablies. Les Etats-Unis seuls vous avaient reconnu. Aujourd'hui c'est l'Italie, l'Espagne, la Belgique, et sans doute bientôt toute l'Europe.

Persistons, messieurs, dans notre but et dans notre activité. Il n'y a pour le pouvoir, qu'un seul moyen de faire sentir son existence, c'est l'action; et c'est par l'énergie et la fréquence des actes qu'il grandit et prospère, tant qu'il ne dévie pas de la route du bien public où il est entré.

M. Buchez invite M. Sénart à venir occuper le fauteuil. Au moment où M. Sénart monte à la tribune, M. Buchez lui donne l'accolade, et lui serre affectueusement la main. MM. les secrétaires récemment nommés prennent également place au bureau.

M. Sénart prend place au fauteuil, et s'exprime en ces termes:

Citoyens représentants, Je n'essayerai pas de vous remercier de tout ce que j'ai senti de bienveillance personnelle dans vos suffrages. Je ne sais pas de mots qui puissent vous exprimer la reconnaissance dont ils m'ont pénétré.

Mais je me féliciterai hautement de m'être trouvé avec vous dans une telle communauté de sentiments et de vœux, que vous ayez pu m'appeler à l'immense honneur de vous représenter, et de diriger vos délibérations.

L'esprit qui anime l'Assemblée nationale ne peut être douteux pour personne. Il se révèle nettement dans toutes ses résolutions et dans tous ses actes.

C'est la ferme volonté de faire respecter la France au dehors par une politique grande, noble et généreuse; la volonté de maintenir et de faire régner au dedans l'ordre qui peut seul ramener la sécurité et la confiance, et rouvrir les sources du crédit et de la prospérité publique.

Pour atteindre ce but, et nous l'atteindrons, il nous faut, même dans le provisoire où nous sommes, l'action d'une administration forte, marchant avec ensemble, et donnant à la direction des affaires une impulsion ferme et décidée. Il nous faut des institutions larges, démocratiques, réalisant loyalement la promesse de notre glorieuse révolution, ôtant toute inquiétude aux bons citoyens, et tout prétexte aux agitateurs.

C'est là qu'ont tendu et que tendront toujours mes efforts.

Jusqu'aujourd'hui, je suis heureux de le proclamer, l'Assemblée n'a trouvé dans son sein ni majorité, ni minorité constituées. L'honorable M. Buchez me le disait tout à l'heure. Il était inévitable que parfois les meilleurs esprits se trouvassent divisés sur un choix à faire, sur une résolution à adopter; mais n'oublions pas que plus d'un vote, unanimement accordé à l'exécution des mesures qui n'avaient été adoptées qu'avec le plus de peine, a montré que ces désaccords accidentels n'ont jamais altéré l'unité de vue, de volonté, de direction, dans laquelle viennent se fondre toutes nos pensées.

Que le pays n'ait donc aucune inquiétude.

L'Assemblée, qui a si admirablement gardé sa dignité devant la sédition du 15 mai, et qui a su résister aux entraînements parfois si périlleux du lendemain, ne déviara jamais de la ligne qu'elle s'est tracée. Elle saura montrer elle-même, en toute occasion, la sagesse et l'énergie qu'elle recommande aux citoyens qu'elle investit de sa confiance, et, Dieu aidant, elle ne restera pas au-dessous de la grandeur de sa tâche.

Un mot maintenant pour nous, mes chers collègues, et pour l'ordre de nos délibérations. Jusqu'aujourd'hui nos discussions ont porté, pour la plupart, sur des questions irritantes, où les résolutions les meilleures et les plus sages devaient, par la force des choses, être précédées toujours d'une certaine agitation.

Dans quelques jours le cercle de nos travaux va s'agrandir. Toutes les questions qui s'élèvent aujourd'hui dans nos comités et nos bureaux vont venir demander ici une solution définitive. Des mesures de finances les plus importantes, les décrets destinés à apporter à la condition des travailleurs des améliorations considérables; enfin, la grande œuvre de la constitution vont successivement appeler vos méditations.

En présence de ces graves intérêts, votre président aura-t-il besoin de vous demander d'arriver, au plus vite, à prendre ces habitudes de calme et de roulement qui font la majesté des assemblées délibérantes et qui appellent d'avance le respect sur leurs résolutions.

Vous connaissez tous, et j'ai pu déjà moi-même apprécier les difficultés de la tâche que vous avez remise entre mes mains. En l'acceptant, j'ai compté beaucoup plus sur votre concours que sur mes forces dont je sens toute l'insuffisance.

Accordez-le-moi tout entier, je vous prie, en échange de tout le zèle et de toute la bonne volonté que je viens vous offrir.

Citoyens représentants, les remerciements à offrir à notre digne et honorable prédécesseur, ne sont pas pour nous aujourd'hui une affaire d'usage, c'est un devoir sérieux et que je m'empresse de remplir.

Nous n'avons pas seulement à remercier M. Buchez d'avoir apporté dans ses fonctions un dévouement au-dessus de tout éloge.

Nous avons traversé avec lui les circonstances difficiles que je vous rappelais tout à l'heure, et je crois résumer exactement sa conduite en disant que, lorsque la sédition s'agitait dans cette enceinte, M. Buchez se montrait plus préoccupé du soin d'assurer le salut de l'Assemblée que du soin de se grandir personnellement par des actes que son caractère bien connu lui rendait faciles à accomplir.

Ce sont là, messieurs, des souvenirs qui ne peuvent pas s'effacer; c'est une dette contractée par l'Assemblée entière, et dont elle doit s'acquitter par une expression de reconnaissance et d'estime affectueuse que je suis heureux d'offrir en votre nom à l'honorable M. Buchez. (Marques d'adhésion.)

M. Avond demande la parole pour un rappel au règlement, non pas seulement en son nom personnel, mais au nom de ses collègues du comité de la guerre. Le règlement porte que chaque semaine les comités feront un rapport sur les pétitions qui leur sont renvoyées. Et cependant, jusqu'à présent, le règlement n'a pas été observé. L'orateur demande que l'Assemblée décide que le samedi sera consacré au rapport des pétitions des divers comités. (Appuyé.)

La proposition est adoptée.

Diverses pétitions sont déposées sur le bureau.

M. L'ABBÉ FAYET. Pour entrer dans les vues de notre honorable président, et pour assurer la dignité de nos délibérations, je viens, tant en mon nom qu'au nom de plus de cent de nos collègues, protester contre la mauvaise disposition de la salle. Je ne sais à qui en attribuer la cause; mais je dirai que la première nécessité est d'écouter et la seconde d'entendre. Or, la salle est construite de manière qu'il en résulte pour un grand nombre de membres une surdité artificielle qui équivaut à la perte totale de l'ouïe. On nous dit de quinze jours en quinze jours que cela va s'arranger. Il est temps que cela s'arrange en effet, car il n'est pas possible que cela dure comme cela est.

M. LE PRÉSIDENT. Le président est aussi intéressé que qui que ce soit à ce que les discussions puissent être entendues de tout le monde; il ne peut que prier M. le ministre des travaux publics, qui est à son banc, de s'occuper au plutôt de cette question.

M. TRÉLAT, ministre des travaux publics. Depuis longtemps le Gouvernement s'est occupé des inconvénients que présente la salle actuelle; on a cherché si on pourrait approprier l'ancienne salle aux travaux de

de l'Assemblée; mais cela présenterait de grandes difficultés. On avait aussi pensé à transporter l'Assemblée au palais des Tuileries, mais cela entraînerait des dépenses très-considérables. Au surplus, la question est soumise à l'examen. Dès que cet examen sera terminé, on pourra prendre un parti définitif.

M. Laboissière pense qu'il serait impossible de transporter l'Assemblée au palais des Tuileries, car il y aurait des travaux immenses à faire pour établir non-seulement la salle des délibérations, mais encore les bureaux et toutes les dépendances. Il serait plus facile d'agrandir l'ancienne salle, et cela pourrait se faire sans beaucoup de dépense.

M. BUREAUX DE PUZY. Ce n'est pas l'étendue de la salle, ce n'est pas sa mauvaise disposition qui empêche d'entendre la discussion, c'est le nombre des représentants: pour peu qu'on se livre à des conversations particulières, le bruit couvre la voix de l'orateur; cela avait également lieu dans l'ancienne salle, et cela aura lieu partout où l'on ne prêtera pas une oreille attentive.

M. Flocon, ministre de l'agriculture, insiste pour que l'on ne perde pas de vue la proposition de transporter le siège de l'Assemblée au palais des Tuileries; il y a assez longtemps que les Tuileries sont occupées par les gendarmes, il faut qu'elles soient enfin occupées par le véritable souverain, le peuple.

M. l'abbé Fayet persiste dans ce qu'il a dit; il est impossible de discuter avec fruit, quand on est obligé de lire le lendemain le *Moniteur* afin de savoir sur quoi on a voté. (Rire général.)

M. LE PRÉSIDENT. Le Gouvernement est averti; il fera sans doute droit aux observations qui viennent d'être présentées.

Pendant cet incident, M. Crémieux entre dans la salle et va prendre place sur les bancs de l'extrême droite. Il paraît profondément affecté.

M. DUCLERC, ministre des finances, présente un projet de décret pour rectifier le budget de 1848; ce projet est ainsi conçu:

ART. 1 ^{er} . Les crédits ouverts pour les dépenses ordinaires et extraordinaires du budget de l'exercice 1848, montant à	4,738,463,684
Sont augmentés de	42,954,575
Sont diminués de	71,198,055
	58,245,478

Les crédits de l'exercice 1848 demeurent, en conséquence, fixés à la somme d'un milliard six cent quatre-vingts millions deux cent vingt-deux mille deux cent six francs, conformément aux tableaux A et B ci-annexés, ci

ART. 2. Les ressources ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1848, évaluées à	4,670,142,065
Sont augmentées de	426,591,250
Sont réduites de	111,567,445
	44,825,805

Les voies et moyens de l'exercice 1848 demeurent, en conséquence, fixés à la somme de un milliard six cent quatre-vingt quatre millions neuf cent soixante-cinq mille huit cent soixante-dix francs, conformément au tableau C et D, ci annexés.

ART. 3. L'article 50 de la loi de finances de 1842, en date du 25 juin 1841, sur l'affectation des fonds de réserve de l'amortissement aux décrets du budget, est abrogé à partir du 1^{er} janvier 1848.

ART. 4. Les dispositions des lois de finances, en date du 18 août 1847, sur le budget des recettes et des dépenses 1848, recevront leur exécution en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

Une voix. Ce projet contient-il les dépenses du Gouvernement provisoire?

M. DUCLERC. Oui; mais il ne comprend pas les dépenses de la Commission exécutive.

Quelques voix. Pourquoi donc? Elles doivent y figurer. (Oui! oui!)

M. Ferdinand de Lasteyrie dépose sur le bureau une pétition du club de la Fraternité universelle, qui demande que la nomination du commandant de la garde nationale de Paris ait lieu à l'élection.

De toutes parts. Oui! oui!

M. Vivien, au nom de la commission du règlement, propose une disposition additionnelle pour le cas où une question serait renvoyée simultanément à plusieurs comités.

Ce rapport sera imprimé et distribué. La discussion aura lieu jeudi prochain.

La séance continue.

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans un journal:

« On annonce le grand banquet du *Père Duchêne* pour dimanche prochain, 11 juin. C'est décidément dans le bois de Vincennes que ce repas-monstre aura lieu.

« Les commissaires du banquet avaient décidé primitivement que les frais ne dépasseraient pas 25 centimes par tête; mais on a reconnu que cette somme n'était pas suffisante pour ce pique-nique extraordinaire; en conséquence, une nouvelle somme de 25 centimes a été ajoutée à la première, et le banquet s'appellera décidément le banquet à dix sous.

« Cent mille citoyens sont déjà inscrits dans trois bureaux *ad hoc*, sis l'un rue Charenton; un autre au faubourg Saint-Germain; le troisième au haut de la rue de la Pépinière.

« Le rendez-vous est fixé à dimanche onze heures, place Dauphine, à la Madeleine et à la Bastille. Les signataires devront marcher sur quatre rangs, dans le plus grand ordre; les chansons patriotiques sont interdites.

« La musique des divers régiments de Paris, placée, dit-on, en tête exécutera des marches guerrières et des fanfares républicaines, telles que le *Réveil du peuple*, les *Girondins* et la *Marseillaise*.

« A deux heures précises, on se mettra à table, par sections et divisions; chaque nom sera sur l'assiette de chaque signataire; il n'y aura pas de linge de table, mais une immense toile cirée se déroulera sur neuf cent quatre-vingts tables, formant l'effectif du banquet.

« Le repas se composera de veau rôti, de salade, de fromage, d'une demi-bouteille de bière, d'un verre de vin et d'un petit verre d'eau-de-vie. Chacun apportera son pain et son couvert.

« Douze marchands de vins traiteurs de diverses barrières sont chargés des fournitures de bouche de ce festin phénoménal; tous les morceaux seront coupés d'avance: on ne reviendra pas deux fois au plat.

« Au dessert, au lieu de toasts, ce qui prolongerait indéfiniment la fête, les cent mille signataires entonneront à la fois la *Marseillaise*. Jamais concert populaire n'aura été plus éclatant; jamais Berlioz n'aura rêvé un pareil festival.

« Après le repas, qui devra être terminé de bonne heure, des groupes de danses se formeront dans le bois, à la lueur des torches; toutes les jeunes filles des environs pourront y prendre part; la plus grande décence devra y être de rigueur.

« Deux des marchands de vins fournisseurs doivent partir cette semaine pour Poissy, pour faire l'achat des veaux qui doivent figurer au festin à dix sous. Depuis huit jours un autre est en Auvergne, où il fait une prodigieuse acquisition de fromages qui sont, dit-on, en route pour Paris depuis samedi. »

— Le bâtiment français à vapeur le *Saint-Denis* vient d'arriver au Havre. Il apporte des Etats-Unis une somme de 26,000 fr., produit d'une souscription faite au profit des blessés de février, par les Français résidant à New-York.

— Le 4^e régiment de dragons, venant de Valenciennes et de Beauvais, est entré à dix heures dans Paris pour y tenir garnison.

— M. le général de brigade Perrot, qui a commandé la place de Paris jusqu'au 24 février, vient d'être nommé commandant de Vincennes. Après son acceptation, on ne lui a donné qu'une heure pour se rendre à son poste.

— Un individu portant un uniforme de fantaisie sans épaulettes a été reconnu dans la salle des Pas-Perdus et interpellé par plusieurs représentants comme ayant le premier escaladé la grille du Palais dans la journée du 15 mai, et comme ayant pris part, d'ailleurs assez inoffensivement, à la violation de la salle des séances. Cet individu portait une décoration qui paraissait orientale, avec un ruban vert et rouge à rosette.

— Par arrêté du ministre de la guerre, en date du 28 mai, les 80,000 hommes formant le contingent de la classe de 1847 sont appelés à l'activité.

Leur départ aura lieu du 15 au 20 juin prochain.

— Les affaires en soierie reprennent de l'activité à Saint-Etienne. Presque tous les ouvriers sont rentrés dans leurs ateliers.

— Un journal du cap de Bonne-Espérance, du 1^{er} avril, contient l'extrait suivant de la *Gazette de Sainte-Hélène*: A LOUER, le tombeau de Napoléon, au plus offrant (by tender).

— Hier soir, l'ordre a été troublé au Spectacle-Concert où se tiennent habituellement les séances du club des femmes. Il a fallu recourir à l'intervention des gardiens de Paris et de la garde mobile, qui ont fait évacuer la salle.

— La cour de cassation (chambre criminelle), sous la présidence de M. Laplague-Barris, a rejeté, dans son audience du 2 juin courant, le pourvoi présenté par le frère Bonafous (en religion frère Léotade).

Bourse de Paris du 6 Juin.

FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	48	»	5 0/0.....	68	75
4	»	»	Banque de France.....	1200	»
4 1/2.....	»	»	Oblig. de la ville de Paris..	1205	»

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	»	Fampoux à Hazebrouck....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Avignon à Marseille.....	215	»
— nouv.....	»	»	Strasbourg à Bâle.....	85	»
Versailles (rive droite).....	415	»	Obligations.....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Mulhouse à Thann.....	»	»
— nouv.....	»	»	Bordeaux à la Teste.....	»	»
Versailles (rive gauche).....	98	75	Montpellier à Cette.....	»	»
Paris à Orléans.....	568	75	Cette à Bordeaux.....	»	»
Obligations.....	»	»	Paris à Sceaux.....	»	»
Orléans à Bordeaux.....	»	»	Montreuil à Troyes.....	»	»
à Vierzon.....	257	50	Amiens à Boulogne.....	»	»
Paris à Rouen.....	597	50	Dieppe à Fécamp.....	»	»
Obligations.....	»	»	Paris à Lyon.....	510	»
Rouen au Havre.....	502	50	Tours à Nantes.....	558	75
Obligations.....	»	»	Paris à Strasbourg.....	555	75
Nord.....	555	»	Andrézieux à Roanne.....	»	»

CANAUX.

Quatre Canaux.....	»	»	Canal de Bourgogne.....	»	»
Jouissance.....	»	»	Jouissance.....	»	»
Trois Canaux.....	»	»	Canal de la Sambre.....	»	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LABOCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.